

FEU JOHN LENNON

CONDOLÉANCES À LA FAMILLE

M. Stanley Hudecki (Hamilton-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Au nom des centaines de milliers de Canadiens jeunes et moins jeunes qui sont dans la tristesse et l'affliction à la suite de la mort prématurée d'un homme qui a exprimé dans sa musique et sa poésie leur soif d'amour et de paix, le premier ministre accepterait-il de transmettre nos condoléances à la famille du regretté John Lennon?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je remercie le député de cette suggestion. Il se souviendra qu'une motion à cet effet a été présentée à la Chambre l'autre jour et qu'elle n'a pas été adoptée. La Chambre ferait un beau geste si elle acceptait unanimement d'adopter cette motion. Si elle persiste à refuser, je me ferai un plaisir d'écrire une lettre en ce sens à la veuve de M. Lennon. J'en ai déjà écrit une à titre personnel, mais je ne demande qu'à en écrire une autre au nom du gouvernement, du Parlement et des Canadiens.

Des voix: Bravo!

* * *

LE LOGEMENTLES RÉPERCUSSIONS DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES
SUR LE PRIX DES MAISONS

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Un des grands principes de la politique monétariste que le parti du ministre applique et qu'ont également suivie les Conservateurs pendant leur bref passage au pouvoir, c'est que la politique de l'argent cher contribue à juguler l'inflation. Je demande au ministre de se pencher un instant sur la question du logement dans notre pays et de réfléchir au fait que les maisons ont augmenté de 22.2 p. 100 à Saint-Jean et de 35.5 p. 100 à Vancouver. Le responsable de l'HUDAC estime qu'une maison qui coûte aujourd'hui \$98,000 à Toronto vaudra \$250,000 en 1990 et \$750,000 en l'an 2000. Dans notre pays, la construction domiciliaire est tombée au niveau le plus bas depuis 15 ans. Le ministre peut-il nous expliquer comment des programmes qui visent à supprimer l'offre à la source peuvent avoir d'autres conséquences que de provoquer une flambée des prix.

Le ministre veut-il admettre que la politique de l'argent cher envenime et aggrave les choses au lieu d'aider à juguler l'inflation.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député nous a servi une petite homélie après quoi il m'a demandé si elle était de mon goût. Le député sait manifestement, tout comme moi, que des taux d'intérêt élevés comme ceux d'aujourd'hui constituent un obstacle à l'achat d'une maison. C'est l'évidence même. Le député me demande maintenant de commenter, semble-t-il, la politique monétaire que la Federal Reserve Bank des États-Unis a adoptée dans l'espoir de réduire la masse monétaire et de bloquer l'inflation. J'ai dit tantôt que je me faisais du souci au sujet de cette politique. Le gouverneur de la Banque du Canada a en outre mis en doute devant les autorités américaines la sagesse de cette politique des États-

Questions orales

Unis, car ce n'est pas là à nos yeux une politique opportune dans les circonstances actuelles. Voilà mon homélie en réponse à celle du député.

• (1140)

M. Rae: Madame le Président, s'il faut faire un sermon pour amener le ministre à nous dire que le gouverneur de la Banque du Canada a protesté auprès du Federal Reserve Board, je veux bien le faire. C'est sûrement une nouvelle pour moi et pour tout le monde. Peut-être que je continuerai à poser mes questions sous forme de sermon si cela permet d'obtenir du ministre des réponses différentes de celles qu'il nous sert d'habitude. Le ministre pourrait peut-être envisager la possibilité d'établir des relations diplomatiques avec le Federal Reserve Board pour que nous puissions lui transmettre nos instances de façon régulière.

Comme le président que l'on vient d'élire aux États-Unis semble prédisposé à cette maladie du monétarisme et qu'il lui faudra des années pour s'en guérir, le ministre ne considère-t-il pas qu'il faut maintenant que le gouvernement commence à chercher une nouvelle politique que le Canada pourrait suivre à long terme, et non pas seulement à court terme, en réaction à certaines crises et aux flambées des taux d'intérêt? Il faut étudier d'autres possibilités de politique financière et de politique monétaire s'appliquant aux mouvements des capitaux afin de pouvoir établir au Canada une politique monétaire indépendante ainsi qu'une politique qui ne paralyse pas la construction de logements, les petites entreprises, les agriculteurs et le consommateur moyen, et qui permette à notre économie de se remettre en marche.

M. MacEachen: Madame le Président, je suis tout à fait d'accord avec le député. J'ai cherché moi-même et j'ai consulté les opinions des économistes du pays pour tâcher de trouver une nouvelle politique. Personne ne m'en a fourni, ni les députés de l'opposition officielle, ni ceux du NPDP, ni les économistes qui sont à mon avis incapables de proposer une politique que l'on puisse mettre en application sans aggraver la situation actuelle au Canada. J'en suis arrivé à cette conclusion. J'attends toujours que le Nouveau parti démocratique me présente une politique révisée. Toutes les propositions qu'il a faites à propos des taux d'intérêt attiseraient l'inflation si on les adoptait et feraient empirer les difficultés que nous éprouvons déjà.

* * *

LE NORD CANADIENLES MESURES POUR COMPENSER LA HAUSSE DU COÛT DE
L'ÉNERGIE

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Encore une fois, je voudrais lui rappeler les difficultés exceptionnellement graves que causent aux Canadiens du centre et des régions septentrionales des provinces et du pays le coût élevé de la vie et les conséquences du programme énergétique. Dans certains cas, les gens sont obligés d'abandonner leur maison. Ils n'ont pas les moyens d'acheter du mazout de chauffage à \$2 le gallon, ni de l'essence à \$3 et \$5 le gallon dans certaines régions du Nord. Le ministre a-t-il la moindre compassion pour les Canadiens éprouvés par ces problèmes exceptionnels? Le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter une mesure d'urgence, par exemple un crédit d'impôt à l'éner-